

## Questionnaire aux candidats à l'élection législative, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> circonscription des Yvelines, Juin 2022

### PREAMBULE

La famille est à la fois une affaire publique et une affaire privée. Elle est, suivant les termes du Code de l'action sociale et des familles, « une des valeurs essentielles sur lesquelles est fondée la société. C'est sur elle que repose l'avenir de la nation » (art R 112-1).

La famille remplit une fonction vitale dans la société, pour la pérennité, la formation et l'humanisation des personnes et leur insertion sociale. Elle a besoin de conditions favorables (économiques, sociales, culturelles ...) pour pouvoir la remplir. La famille est une affaire publique : ce qui soutient la famille est bon pour la personne et pour la société, ce qui l'affaiblit nuit à la personne et à la société.

La politique familiale vise à favoriser les conditions pour que la famille puisse remplir sa mission de cellule vitale de la société, à favoriser la solidarité et à affirmer publiquement la valeur de cet objectif.

Créer une famille demeure une aspiration profonde de la part des jeunes. Si, sous ce terme, il existe aujourd'hui plusieurs définitions et surtout depuis la loi « sur le mariage entre personnes de même sexe », les Associations Familiales Catholiques promeuvent la famille « durable » sous la forme du mariage d'un homme et d'une femme accompagnés de leurs enfants.

L'objet du présent questionnaire n'est pas de rentrer dans un débat philosophique mais de cibler des aspects pratiques qui concernent la famille et pouvant lui nuire ou la favoriser et donc nuire ou favoriser la société.

Sur le périmètre de la 1<sup>ère</sup> et de la 2<sup>ème</sup> circonscription, **les AFC représentent 1500 familles comprenant environ 6000 personnes**. Nous ferons part des réponses de chaque candidat à nos adhérents pour les aider dans leur choix.

***Vous pouvez répondre aux questions des sections qui suivent en insérant une croix dans la colonne « oui » ou « non » et ajouter votre commentaire le cas échéant.***

***Nous vous invitons également à conclure ce questionnaire en formulant une « profession de foi » en quelques lignes, synthèse de votre engagement sur les sujets de politique familiale.***

## FAMILLE STABLE

### DIAGNOSTIC

Le nombre de divorces et de séparations après mise au monde d'enfants entraîne une précarisation des familles, une déstabilisation des enfants et une mise à contribution de la collectivité comme le montre les chiffres suivants :

- Plus de la moitié des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté. Toutefois seules 1 / 4 de familles en couples sont classées dans cette catégorie
- Près de la moitié des enfants de couples divorcés ne voit pas leur père plus d'une fois par an
- Une grande majorité des enfants en centre de redressement ont été privés de présence paternelle
- La délinquance des mineurs continue de progresser depuis les années 1980
- L'Aide Sociale à l'Enfance coûte de plus en plus cher à la collectivité

C'est la raison pour laquelle les AFC, fidèles à l'enseignement de l'Eglise, sont attachés à ce que le couple soit l'union indissoluble d'un homme et d'une femme ouverte à la transmission de la vie.

### ENJEUX

Il convient d'approfondir et proposer à l'ensemble des citoyens les spécificités fondamentales de l'amour humain. Il faut que l'ensemble de la société se réinvestisse dans l'approfondissement du mariage.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
21	Acceptez-vous l'idée que la famille est la cellule première de la société, le meilleur lieu des apprentissages de la vie en société et de l'apprentissage de la différence ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
22	Vous engagez-vous à aider à valoriser le "mariage stable » <b>et pour cela à :</b> - développer la préparation au mariage civil pour mieux faire comprendre les responsabilités des époux et mieux les préparer à accomplir leur mission de parents : - accompagner les couples dans la durée, faire connaître et mieux reconnaître le conseil conjugal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
23	La pornographie est un fléau car elle donne une fausse image de l'amour et s'accompagne souvent de violences faites aux femmes. Etes-vous pour l'interdiction de l'accès libre à la pornographie sur internet et pour le maintien de l'interdiction des films à caractère pornographique aux moins de 18 ans ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	C'est un sujet sur lequel je travaille depuis 2016 avec les juristes de Famille et République
24	Lors des procédures d'adoption, vous engagez-vous à toujours privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

## TRAVAIL

### DIAGNOSTIC

Les nouvelles perspectives de l'organisation du travail avec la numérisation, concrétisées notamment par la crise de la COVID, modifient durablement notre rapport au travail en rendant plus précaire encore la séparation entre vie privée et familiale et vie professionnelle.

La permanence du chômage de masse et la montée des emplois précaires, dans une économie largement dépendante d'une mondialisation effrénée et où la finance devient le régulateur ultime en imposant une logique de rentabilité, entraînent restructuration ou délocalisation.

Le rapport du CESE - "Les jeunes et l'avenir du travail" ; mars 2019 - montre que notre jeunesse n'a pas modifié sensiblement son rapport au travail par rapport à l'ensemble de la population française (70% considèrent que le travail est essentiel pour leur existence). En revanche, elle est plus encline à la quête du sens et de valeurs (RSE / Responsabilité Sociale des Entreprises) et moins à la réussite financière. L'équilibre de vie prend donc une place prépondérante et questionne alors notre modèle.

Plus enclins au court terme (les générations Y et Z zappent, conséquence de l'omniprésence des TIC/Technologies de l'information et de la communication), les jeunes ne développent pas forcément la même loyauté envers leurs employeurs que leurs aînés. Sans doute aussi sont-ils plus confrontés à la précarisation du travail où stages et CDD constituent leur horizon immédiat. En somme le CESE souligne les tensions entre les aspirations de la jeunesse et la réalité du monde du travail, ce dernier n'ayant pas su s'adapter aussi rapidement à la massification de l'enseignement supérieur entraînant un sentiment de déclassement. Le modèle proposé ne permet donc plus aux générations montantes de trouver leur place.

Enfin, l'accentuation des changements et des techniques en permanente évolution dans le monde du travail, associée à la pression économique et culturelle, constituent un frein puissant pour le choix délibéré de faire une pause dans une carrière professionnelle pour éduquer des enfants. Cela prive ainsi la Nation d'une jeunesse et de futurs actifs ayant bénéficié d'un environnement propice - le noyau familial - pour grandir "en force et en sagesse".

### ENJEUX

Redonner au travail sa valeur fondamentale permettant l'épanouissement personnel et la stabilité familiale, au profit de l'homme et au service du Bien Commun et non plus uniquement au service d'enjeux strictement financiers.

Le retour de l'équilibre vie professionnelle, vie familiale et personnelle est un facteur de consolidation de la Nation aujourd'hui largement divisée.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
31	Pour favoriser le libre choix pour les parents entre vie familiale et vie professionnelle, êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes : - Favoriser la formation durant le congé parental pour conserver son employabilité ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
31bis	- Développer la Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE) pour les parents qui ont choisi de s'arrêter de travailler pour éduquer leurs enfants ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
31ter	- Donner le choix entre un congé parental court bien rémunéré (1 an rémunéré à 75% de la rémunération annuelle, à prendre indifféremment par l'un ou l'autre conjoint qui pourraient aussi se le partager) et un congé long de 3 ans indemnisé, à répartir aussi entre les parents.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>Urgence absolue à redonner aux parents la liberté d'organiser ce congé parental comme ils le veulent.</u> <u>Montant de rémunération à définir.</u>

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
32	Soutenez-vous le maintien d'une journée commune de repos, traditionnellement le dimanche en France, facteur de cohésion familiale et sociale, en proposant la réécriture de la loi Macron de 2015 « Croissance et activité » libéralisant le travail du dimanche ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Elue, je me suis opposée à l'ouverture des commerces le dimanche
33	Pour les mères de famille, êtes-vous favorable à mieux prendre en compte les périodes consacrées à élever des enfants dans la couverture sociale et le calcul des retraites (retraites équitables par rapport à celles qui ont eu des carrières professionnelles sans interruption) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
34	Êtes-vous favorable pour offrir un vrai choix entre les modes de garde des enfants avec un niveau d'aides publiques équivalent quel que soit le mode de garde choisi ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Budget à construire en fonction de la branche famille de la sécurité sociale aujourd'hui excédentaire
35	Êtes-vous favorable pour inclure un volet familial dans la responsabilité sociale des entreprises (RSE), systématiser les critères liés à l'amélioration de la conciliation vie familiale et vie professionnelle dans les systèmes d'évaluation sociale des entreprises et imposer dans les négociations paritaires sur les prestations mutuelles santé et prévoyance la prise en compte de la famille ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est idéal mais difficilement applicable à court terme

## ETHIQUE ET ECOLOGIE DE L'HOMME

### DIAGNOSTIC

Le respect de la vie humaine n'est pas moins important que celui des espèces animales (loi sur le bien-être animal) ou botaniques (loi interdisant l'huile de palme pour limiter la déforestation). A ce titre, l'IVG n'est pas une méthode "normale" du contrôle des naissances et sa promotion/banalisation systématique par l'Etat et/ou des organismes en dépendant aussi bien que par des associations ne sert pas le bien commun auquel nos familles sont particulièrement attachées.

Cette logique s'étend encore davantage dans notre société avec la tentation du transhumanisme qui prend une forme désormais idéologique au mépris d'une acception bien comprise des lois naturelles inaliénables : on peut mentionner les tentatives du législateur de réguler l'IVG, l'euthanasie, la GPA/PMA ou bien encore l'adoption au nom de la liberté individuelle et au mépris du bien collectif et des consciences de chacun.

L'encyclique "Laudato si" a montré cette incohérence écologique qui consiste à faire croire que l'être humain n'est pas partie intégrante de l'ordre naturel et appelle à une prise de conscience pour remettre l'homme au centre de nos décisions. Il ne s'agit pas de tourner le dos au progrès technique mais bien d'en faire un usage au service de l'homme dans tous ses états et dimensions (à naître, diminué et affaibli ou encore finissant) pour lui conserver toute sa dignité et sa place au sein d'une société soucieuse de chacun.

### ENJEUX

Nous considérons que le législateur doit préserver la place singulière de l'homme et que son action doit être guidée par le respect inconditionnel de la vie en posant les jalons d'une écologie véritable et cohérente, fondée sur une approche raisonnée et qui n'intervient pas l'ordre naturel des choses.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
11	Etes-vous favorable à l'établissement d'un bilan des évolutions législatives sur l'avortement, à restaurer le délai de réflexion et à développer les études sur les facteurs de risque ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
12	Etes-vous favorable à un accompagnement équilibré des femmes enceintes en détresse, lorsqu'elles s'adressent à des organismes de type Planning Familial, afin que systématiquement et de façon étendue, leur soient également présentées toutes les solutions d'accompagnement leur permettant de garder leur enfant ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
13	Vous engagez-vous à promouvoir une réduction du nombre d'IVG comme objectif de politique de santé publique ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
14	Vous engagez-vous à vous opposer à l'inscription de l'IVG comme droit fondamental dans la charte de l'UE et dans la constitution française ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
15	Vous engagez-vous à voter contre toute loi qui permette l'euthanasie ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
16	Vous engagez-vous à promouvoir un programme ambitieux (y compris financièrement) pour le développement des soins palliatifs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je travaille avec la SFSP sur ce sujet

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
17	Vous engagez vous pour une réécriture de la loi dite « Taubira » afin qu'elle puisse préserver la filiation père-mère-enfant et qu'elle supprime le remboursement de la PMA pour célibataires et couples de femmes qui ne relève pas de la solidarité nationale ?	<input checked="" type="checkbox"/>		La loi Taubira est la loi mère de tous les maux.
18	Vous engagez-vous à interdire la GPA (gestation par autrui) demandée par des couples français y compris lorsqu'elle est réalisée en dehors du territoire français ?	<input checked="" type="checkbox"/>		La GPA est déjà une réalité en France : des salons de vente d'enfants se tiennent en toute impunité et retranscription à l'état civil français des enfants nés de GPA à l'étranger
18bis	Vous engagez-vous à revoir les accords ou traités internationaux qui nous contraindraient à entériner dans notre corpus législatif la GPA ?	<input checked="" type="checkbox"/>		
19	Vous engagez-vous à vous opposer aux campagnes d'affichages choquantes à caractère sexuel ou dégradant pour l'être humain ?	<input checked="" type="checkbox"/>		

## POLITIQUE FAMILIALE

### DIAGNOSTIC

Régulièrement saluée pour expliquer le dynamisme de la démographie française, la politique familiale ne répond pourtant plus aux besoins des familles. Les réformes conduites, souvent sous la forme d'ajustements purement comptables, au profit des mesures sociales, portent atteinte à sa cohérence et à sa stabilité dans le temps qui sont les conditions mêmes de son efficacité. Alors qu'une politique familiale se distingue normalement d'une politique sociale, elles sont maintenant confondues. Les indicateurs en attestent : jusqu'en 2011, la France se caractérisait par un indice de fécondité supérieur à 2 (2 enfants par femme) qui plaçait la France, en tête des pays européens. Cet indice s'est fortement réduit par la suite 1,96 en 2015, 1,83 en 2019 et 1,80 en 2020.

La famille est une richesse dont la société ne peut se passer. Ce n'est pas un ensemble d'individus à assister. « Pas d'enfants » signifie « pas de croissance » et « pas de retraites » ! La politique familiale, généreuse à sa conception, est devenue illisible, complexe, et d'une efficacité mitigée. Devenue sociale plutôt que familiale, elle ne traduit plus la reconnaissance de la Nation pour ceux qui ont des enfants.

### ENJEUX

La politique familiale doit avoir pour effet de rétablir l'égalité de niveau de vie entre les familles avec enfants et celles sans enfant en reconnaissant son aspect universel et l'apport indispensable des familles à la nation.

Par sa politique familiale, la nation reconnaît le rôle essentiel de la famille pour élever des enfants et en faire des adultes responsables, socialisés et utiles à la société.

Chaque famille doit percevoir des revenus dignes issus du travail de ses membres. Grâce à une politique fiscale adaptée, l'impôt rétablit l'équilibre entre les familles avec enfants à charge et les autres contribuables.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
41	Vous engagez-vous à promouvoir une politique familiale sur la longue durée en la distinguant bien de la politique sociale et fiscale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
42	Vous engagez vous à favoriser la restauration des allocations familiales sans condition de ressources ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
43	Vous engagez vous à instaurer une progressivité des allocations familiales en fonction de l'âge pour tenir compte de la variation des charges liées à l'éducation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Si on introduit une évolution de la prestation, ma crainte est que ce soit l'occasion de la remettre en cause
44	Vous engagez-vous à augmenter le quotient familial et à en supprimer le plafonnement ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
45	Vous engagez-vous à prendre en compte le travail utile mais non rémunéré pour le calcul des retraites afin que les personnes qui ont arrêté de travailler pour élever leurs enfants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
	aient des retraites équitables ?			
46	Vous engagez-vous à étudier une refonte de la politique familiale, sociale et fiscale, qui pourrait être rendue beaucoup plus simple et lisible par la mise en place d'un Revenu d'Existence (cf. Travaux de l'Association pour l'Insertion d'un Revenu d'Existence) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	



## LAÏCITE

### DIAGNOSTIC

Depuis la Révolution française, le concept de laïcité porte une histoire conflictuelle qui avait trouvé un relatif équilibre avec la loi du 9 décembre 1905. Celle-ci établit que la République assure la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes, ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. C'est le principe de séparation de l'État et des religions, l'État devenant neutre à l'égard des confessions religieuses. Alors qu'il a toujours existé un courant anticlérical rejetant l'exercice de la religion dans la sphère de la vie privée, la montée de l'Islam en France a relancé la question de la laïcité. Les lois « sur les signes religieux dans les écoles publiques » (2004), « interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public » (2010), l'affaire de la crèche « Baby-Loup » de Chanteloup-les-Vignes, l'assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty, la demande de plus en plus appuyée de suppression des statues à caractère religieux de l'espace publique... montrent un transfert du principe de laïcité et de l'exigence de neutralité de l'État vers la société civile (et des agents du service public vers les usagers de l'espace public). Les partisans de cette « nouvelle laïcité » ne veulent plus seulement un État laïc, mais une société laïque, voire athée alors que certaines mouvances islamiques tentent d'imposer leur religion dans la sphère publique.

### ENJEUX

Cette évolution vers une sécularisation de la société avec une laïcité conçue de manière extensive (s'imposant à tout individu hors de la sphère de l'intime) soulève de nombreuses questions. Elle impose des limites aux libertés de conscience et de culte et à des libertés individuelles qui n'existaient pas auparavant. Les conséquences sont nombreuses et sont susceptibles d'impacter l'éducation et la vie scolaire des enfants (aumôneries, programmes scolaires, cantine...) mais aussi les subventions versées par les organismes publics (CAF, directions départementales, ministères, conseils départementaux et régionaux...) à la vie associative (mouvements scouts, associations de jeunes et de loisirs, activités de soutien à la parentalité...).

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
51	Vous engagez-vous à affirmer que la laïcité a pour objet de protéger la liberté de conscience et d'expression de ses convictions philosophiques ou religieuses, sous la seule réserve du respect de l'ordre public et des convictions d'autrui ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
52	Vous engagez-vous à travailler à une redéfinition de la laïcité qui rejette ses 2 conceptions extrêmes à savoir le laïcisme et l'islamisme et qui rappelle l'importance des religions pour le lien social, la solidarité, la lutte contre l'exclusion et l'apport du dialogue interreligieux à la paix civile ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
53	Défendez-vous l'enseignement confessionnel dans les écoles sous et hors contrat d'association avec l'État, éventuellement sous contrôle d'une commission composée de fonctionnaires de l'État et d'autorités religieuses pour en éviter les dérives radicales ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
54	Défendez-vous la présence de statues ou autres objets du patrimoine religieux de la France dans l'espace public ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

## EDUCATION ET ECOLE

### DIAGNOSTIC

L'éducation est clé pour la sortie de crise (le taux de chômage 1 à 4 ans après la sortie du système de formation est de 48 % pour les non-diplômés contre 11 % chez les détenteurs d'un diplôme de niveau bac+2 ou supérieur<sup>1</sup>), pour la productivité, qui dépend du capital humain dans une économie de la connaissance, pour la cohésion sociale et la réduction des inégalités, pour la citoyenneté, la confiance dans les institutions représentatives. Or le système éducatif français s'est effondré avec le recul dans ses performances depuis 2000 passant des 15<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> rang en lecture et mathématique au 23<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> rang. En France, ce sont 40 % des enfants qui ne maîtrisent pas en sixième les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul. La dégradation est également observable dans la Recherche avec la chute de la 5<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> place mondiale pour les publications les plus citées. Pourtant ce n'est pas faute de moyen, puisque la France consacre 6,7% de son PIB à l'éducation ce qui est au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

*« Les véritables raisons, comme l'a indiqué la Cour des comptes, résident dans la centralisation paralysante du système et l'absence d'autonomie des établissements, dans l'archaïsme et la rigidité du statut des enseignants, dans les insuffisances de l'évaluation »<sup>2</sup>*

*Dans le même temps, on constate que l'offre de l'enseignement privé sous contrat de l'école maternelle au lycée, est limitée à 20 % alors qu'il affiche des performances très supérieures à recrutement et territoire identiques. Pour les écoles hors contrat<sup>3</sup>, la loi « séparatisme » confère au préfet le pouvoir de fermeture administrative restreignant la liberté d'enseignement au lieu de lutter contre le fléau de l'idéologie séparatiste et l'entrisme communautaire.*

Dans un autre registre, les pratiques numériques de la jeunesse est une source d'opportunités mais qui a connus de graves dérives (cyberviolences, pornographie, harcèlement, désinformation).

Enfin, une récente étude menée par l'IFOP à la demande de SOS Education<sup>4</sup> laisse apparaître un niveau de défiance des parents envers l'Education Nationale préoccupant : que ce soit pour résoudre l'inégalité des chances, pour lutter contre les faits de violence dans les établissements (sans parler de l'homicide de Samuel Paty), ou encore pour contrôler avec plus de transparence les choix des interventions d'association qui n'ont pas leur place à l'école (ex : association pro LGBT diffusant des supports choquants participants à la déstabilisation affective des enfants).

L'école apparait aujourd'hui en grande difficulté malgré les ambitions de « Refondation de l'école ».

---

1 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2429772>

2 Le temps n'est plus aux ajustements à la marge mais à une transformation radicale, autour de six grands principes / 10 janvier 2022 N. Baverez

3 La France compte 1575 écoles indépendantes début 2020 : École Montessori, Ecole de Production, école bilingue source : <https://www.fondationpourlecole.org/plus-de-100-ouvertures-a-la-rentree-2020-les-ecoles-independantes-continuent-a-diversifier-le-systeme-educatif-francais/>

4 Baromètre "Quand les parents notent l'école" 2021 réalisé auprès de 1 002 parents d'élèves par l'IFOP pour l'association SOS Éducation  
Questionnaire AFC 78 Législatives 2022

## ENJEUX

Redéfinir le rôle de l'Ecole, ses missions, le rôle des parents, la place de l'Etat.

Les pères et mères sont les premiers et principaux éducateurs et doivent le rester, mais ils ne sont pas les seuls. L'Etat soutient les parents dans leur mission éducative, mais ne se substitue pas à eux. Les parents délèguent leur autorité parentale et demandent à l'école de transmettre les savoirs fondamentaux à leurs enfants (lire, écrire, compter), mais ils restent responsables de leurs enfants et sont investis auprès de l'école. L'enseignement ne peut se faire sans éducation pendant le temps scolaire. L'école ne peut tout faire et répondre à tous les maux ou tous les besoins de la société. Elle doit rester centrée sur sa mission d'enseignement et ne pas être transformée en outil de transformation de la société.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
61	Que signifie pour vous- l'idée que les parents sont « les premiers éducateurs » de leurs enfants et que l'Etat doit donc mieux promouvoir et mieux préserver la place des parents dans l'éducation de leurs enfants ? ex : rôle des parents pour contrôler les contenus susceptibles de choquer les jeunes et mise en œuvre de sanctions pénales / pécuniaires contre les sites ou plateformes.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>Les parents éduquent, l'école instruit. Les idéologies n'ont pas leur place à l'école car elles empêchent la construction des personnes en les conditionnant.</u>
62	Considérez-vous qu'il soit de la compétence de l'Education Nationale de dispenser des cours d'éducation affective et sexuelle à des enfants, et de promouvoir l'orientation sexuelle, la théorie du genre, l'idéologie transgenre ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
63	Considérez-vous normal que la pilule du lendemain soit distribuée aux mineures sans information des parents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
64	Face au déclin de l'Education Nationale, au décrochage scolaire, que pensez-vous de l'écriture inclusive <sup>5</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>La langue est un pilier de la culture d'un pays. Elle doit être protégée comme faisant partie de son patrimoine. L'urgence à l'école = les savoirs fondamentaux. Interdire écriture inclusive, y compris à l'université</u>

<sup>5</sup> Ses partisans considèrent en effet que la langue française est sexiste. Selon l'Association pour la prise en compte du handicap dans les politiques publiques et privées (APHPP), l'écriture inclusive est discriminante pour les personnes « en situation de handicap en leur rendant les textes inaccessibles » comme pour les personnes dyspraxiques, dysorthographiques et dyslexiques, eux-aussi « dys »-crimés par ce modèle rédactionnel.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
65	Que pensez-vous du Wokisme <sup>6</sup> , de la cancel culture <sup>7</sup> et du décolonialisme ambiant, importés des Etats-Unis ?			<u>Il y a 2 menaces / civilisation et culture : le wokisme et l'islamisme qui participent toutes deux de la négation de ce que nous sommes, de nos racines chrétiennes et qui sont les instruments de la liquidation de la France</u>
66	Comment compteriez-vous aborder la lutte contre la cyberviolence, le harcèlement et la pornographie ?			<u>Instaurer par la loi l'activation par défaut du contenu protégé et du contrôle parental sur les appareils numériques</u>
67	Soutenez-vous l'organisation d'Etats Généraux de l'éducation pour aboutir à un diagnostic très largement partagé qui viserait avec précision des chantiers prioritaires ?	X		
68	Etes-vous d'accord pour instiller de la subsidiarité à tous les niveaux du système scolaire : donner de l'autonomie aux rectorats, aux chefs d'établissements scolaires, aux professeurs ?	X		<u>Je vise l'excellence pour tous !</u>
66	Etes-vous favorable à la réhabilitation du travail, de l'excellence et du mérite en réinvestissant les langues anciennes, les mathématiques et les sciences, le « par cœur » <sup>8</sup> et l'enseignement chronologique de l'histoire ? Que proposez-vous ?	X		

6 « Être woke », c'est être conscient des injustices sociales, politiques, et lutter contre le racisme et l'oppression vécue par certaines minorités. Une lutte radicale portée par les militants antiracistes, féministes et LGBT. Cf. Section « Espérance »

7 Face à une personne (ou une entreprise) dont le comportement ou les propos sont perçus comme inadmissibles, les adeptes du mouvement woke n'hésitent pas à appeler au boycott de l'individu accusé. L'objectif est de faire disparaître ce dernier de l'espace public, de le rendre inaudible

8 <https://etudiant.lefigaro.fr/article/pourquoi-l-apprentissage-par-coeur-est-finalement-efficace>



## ESPERANCE

### DIAGNOSTIC

Depuis les dernières élections législatives, la perception des Français sur l'avenir de la société ne s'est guère améliorée : 64 % sont pessimistes sur l'avenir de la société française et comme à l'accoutumée, ils sont individuellement plus optimistes pour leur avenir personnel, sur la base du sondage ELAB / BFM d'août 2019. L'IFOP pour le JDD en août 2021 confirmait ce constat et les derniers mois jalonnés par la crise de la COVID ou par la guerre en Ukraine ne sont pas de nature à améliorer significativement la situation. Nous considérons que cette situation traduit une perte de repère et d'appartenance à la collectivité nationale. Cette absence d'espérance se révèle par des pathologies individuelles et sociales. Le socle commun, le contrat collectif cèdent le pas à l'individualisme voire au rejet de l'autre et dans le pire des cas aux communautarismes ou aux replis identitaires.

Dans ce contexte, l'action politique perd une partie de sa légitimité (l'abstention grandissante lors des élections ou bien l'adoption de lois fondamentales - bioéthiques - par une Assemblée clairsemée sont assez révélatrices). La crise de confiance envers nos représentants devient un écueil/obstacle quasi insurmontable et le Bien Commun un horizon inatteignable.

Par ailleurs, on assiste à l'émergence de l'idéologie "woke", qui remet en cause les racines mêmes de la loi naturelle, la vision de la famille, de l'homme et de la femme et de l'unité du genre humain, que ce soit à travers l'antispécisme, le féminisme, l'écologisme, l'antiracisme, le gender. Cette "cancel culture" vise à mettre en place une culture non seulement nouvelle mais très exactement une culture et une morale « inversées ». Or, « une démocratie sans valeurs, prévient l'encyclique *Centesimus annus*, se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois, comme le montre l'histoire. [...] en un monde sans vérité, la liberté perd sa consistance et l'homme est soumis à la violence des passions et à des conditionnements apparents ou occultes. »

### ENJEUX

Il s'agit de rendre confiance en un avenir commun à partir duquel pourra se développer la foi dans son pays et la fierté d'appartenance.

Il s'agit également de construire notre société sur des fondements anthropologiques qui ne soient pas destructeurs.

En même temps, il s'agit de définir et d'adapter aux problématiques du temps présent les mécanismes de solidarité, dans le but principal de protéger chacun de l'insécurité et de lui permettre d'agir pour le Bien Commun, vers des objectifs partagés.

La France et les Français doivent être conscients des défis à relever et en même temps reprendre confiance dans leurs atouts, puiser dans leur culture, leur génie propre. Demain, c'est à eux de le construire.

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
71	Etes-vous d'accord pour enseigner à l'école le « récit national », en histoire, pour prendre conscience du travail de construction conduit par les Français aussi loin que nous remontons dans notre histoire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Q	Questions	Oui	Non	Commentaire
72	Etes-vous d'accord pour fixer des limites strictes à l'endettement national laissé aux générations suivantes ? Celles-ci ne devraient supporter aucune charge autre que celle liée à des investissements d'infrastructure dont elles auront encore le bénéfice.			La dette (hors Covid) est en constante progression 500 milliards. Donc votre proposition est une nécessité mais elle est tellement dépendante de la politique générale qui va être proposée et des mécanismes européens que je ne vois pas comment un député d'opposition peut s'engager sur ce point.
73	Etes-vous d'accord pour favoriser la transmission de l'héritage / du patrimoine au sein d'une famille ?	<input checked="" type="checkbox"/>		
74	Vous engagez-vous à prendre toutes dispositions qui visent à lutter contre l'insertion de l'idéologie "woke" (importée et hors de notre culture) dans notre corpus législatif ?	<input checked="" type="checkbox"/>		
75	Etes-vous favorable pour redonner aux députés la possibilité d'exercer un mandat exécutif local pour enraciner leurs prises de décisions sur la base d'une connaissance de terrain ?	<input checked="" type="checkbox"/>		
76	Etes-vous favorable pour limiter au régalién le champ d'action de l'Etat et pratiquer une véritable subsidiarité (tout en réduisant les strates administratives) pour permettre une meilleure visibilité et plus grande efficacité en s'appuyant notamment sur le bénéfice de la digitalisation ?			Je ne comprends pas la question « favorable, mais à quoi ? »

## **PROFESSION DE FOI**

Dans cette section, **en guise de conclusion et en quelques lignes**, nous vous invitons à **formuler votre profession de foi sur votre politique en faveur des familles** (vos motivations, vos objectifs, ...):

La famille est le socle de la société. Quand la famille va bien, la société va mieux. Ces dernières années, la politique familiale a été détruite et les coups ont été portés simultanément sur les aspects juridiques (loi Taubira, PMA, distinction du genre et du sexe), financiers (allocations familiales), organisationnels (congé parental) et éducatifs (pédagogisme, idéologies LGBT et woke). La solidarité dont la famille est le premier lieu, n'a pas été soutenue (rien sur les aidants familiaux, rien sur le grand âge, rien sur l'accompagnement des femmes enceintes en difficulté, rien sur le handicap à l'école, rien sur le développement des soins palliatifs).  
Tout est donc à reconstruire ! Si je suis élue, je serai dans l'opposition au progressisme qui va poursuivre sa déconstruction. Je m'engage à être une résistante pour m'opposer fermement à toutes les nouvelles lois qui nous sont annoncées, notamment sur la fin de vie. Je m'engage à tenir un langage clair qui ne renie ni ne renonce. Je m'engage à chercher inlassablement à fédérer des élus qui partagent le même constat et appellent les mêmes solutions, pour que la voix des familles soit portée dans l'hémicycle et les médias, à défaut de pouvoir agir en étant à l'origine de projets de loi.